

ASSEMBLÉE NATIONALE
27 octobre 2023

PLF POUR 2024 - (N° 1680)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° II-1375

présenté par

M. Walter, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Caron, M. Carrière, M. Chauche, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Corbière, M. Coulomme, Mme Couturier, M. Davi, M. Delogu, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Etienne, M. Fernandes, Mme Ferrer, Mme Fiat, M. Gaillard, Mme Garrido, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hignet, Mme Keke, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, Mme Leduc, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Pascale Martin, Mme Élisabeth Martin, M. Martinet, M. Mathieu, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon, M. Rome, M. Ruffin, M. Saintoul, M. Sala, Mme Simonnet, Mme Soudais, Mme Stambach-Terreiro, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé et M. Vannier

ARTICLE 35

ÉTAT B

Mission « Enseignement scolaire »

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Enseignement scolaire public du premier degré	0	0
Enseignement scolaire public du second degré	0	0
Vie de l'élève	0	0
Enseignement privé du premier et du second degrés	0	189 912
Soutien de la politique de l'éducation nationale	0	0
Enseignement technique agricole	189 912	0
TOTAUX	189 912	189 912
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement, nous reprenons une proposition du SNETAP-FSU afin que les Assistants d'Éducation du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire perçoivent une rémunération identique à celle des Assistants d'Éducation du Ministère de l'Éducation nationale.

Selon le syndicat, le PLF 2024 persiste à maintenir un écart de rémunération de 164 € par agent, soit 189 912 euros d'écart cumulé.

Par ailleurs, le SNETAP-FSU note que le salaire des agents étant le même qu'ils soient à l'Éducation Nationale ou en lycée agricole, du fait de la différence de financement, les établissements agricoles sont contraints de rémunérer sur fonds propres ou parfois de limiter l'emploi d'assistant d'éducation compromettant l'encadrement et la sécurité des élèves.

Le coût de cette mesure est estimé à 189 912 euros par le syndicat.

Pour respecter les règles de recevabilité financière, nous proposons dans cet amendement de transférer des crédits de l'action 09 « Fonctionnement des établissements » du programme 139 « Enseignement privé du premier et du second degré » à hauteur de 189 912 euros en autorisations d'engagement et 189 912 euros en crédits de paiement, vers l'action 1 "Mise en oeuvre de l'enseignement dans les établissements publics" du programme 143. Nous appelons le Gouvernement à lever ce gage.